



6COM-EUROPE

LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

RELATIONS COLLECTIVES

La crise a gravement affecté le dialogue social dans l'Union Européenne

Le dialogue social européen a été largement affaibli en 2012 en raison de la crise économique actuelle, selon un rapport sur les relations industrielles publié le 11 avril par la Commission. Dans les pays soumis aux plus fortes pressions, les interlocuteurs sociaux ont régulièrement été écartés des discussions, au mépris de solutions durables et équilibrées. Face à ce constat, le commissaire Laszlo Andor (Emploi, affaires sociales) a réitéré devant la presse son soutien au dialogue social, qu'il a qualifié d'« élément clé du modèle social européen ».

[Communiqué de la Commission](#)
[Le rapport en anglais](#)

Dialogue social transnational et la négociation collective transfrontalière

La coordination de la négociation collective au niveau européen est devenue de plus en plus complexe. Un projet de rapport souligne les vues et recommandations sur les politiques nécessaires pour promouvoir efficacement la négociation collective transfrontalière et le dialogue social transnational. Le projet sera discuté lors de la prochaine réunion du comité emploi et dialogue social du parlement européen.

[Le projet de rapport déposé par Thomas Händel](#)

LEGISLATION EUROPEENNE

Travailleurs détachés : le laxisme des Etats

Le portail d'information sur le travail Metis a consacré un dossier aux travailleurs détachés. Les abus qui accompagnent ces détachements sont souvent dénoncés comme relevant de la logique "Bolkestein" au travers d'un joyeux amalgame entre pratiques légales et illégales. La concurrence exercée par les entreprises qui pratiquent le détachement pourrait être limitée par les états concernés à travers un certain nombre de règles sociales.

[La contribution de Fabienne Müller pour Metis](#)

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Lutte contre les paradis fiscaux : la CES appelle les institutions européennes à l'action

Selon la Confédération européenne des syndicats (CES), l'enquête sur le monde opaque des sociétés et fonds offshore « illustre l'ampleur du problème. Il s'agit d'un pas important vers plus de justice fiscale. « J'en appelle aux institutions européennes pour qu'elles intensifient leur plan d'action en matière de fraude et d'évasion fiscales. Des revenus fiscaux annuels de 1.000 milliards €, soit 10% du PIB, pourraient être perçus par les autorités fiscales pour autant qu'on leur en donne les moyens », a-t-elle encore déclaré.

[Communiqué de la CES](#)

L'OIT s'insurge contre l'austérité

L'Organisation internationale du travail dénonce l'explosion du chômage dans l'UE et relève les dégâts des politiques dites d'assainissement budgétaire, en particulier chez les jeunes. Le taux de chômage a atteint la barre des 11 % en Europe – et même 12 % pour les pays de la zone euro. Les personnes les plus touchées sont les travailleurs peu qualifiés et les jeunes – même ceux qui ont une bonne formation subissent désormais cette situation.

L'OIT s'alarme des graves conséquences à terme. « La situation de l'emploi a continué à se détériorer depuis l'introduction des politiques d'assainissement budgétaire. Après une pause en 2010-2011, le chômage est reparti à la hausse et ne montre aucun signe d'amélioration. Devant ce tableau catastrophique, l'OIT plaide une nouvelle fois pour des politiques publiques « évitant l'austérité » et centrées sur « la création et le maintien de vrais emplois, notamment pour les jeunes », et pour « un renforcement de la demande globale.

[Article Humanité](#)

[Organisation internationale du travail \(OIT\).Discours de Bernadette Segol](#)